

cial au profit des deux extrémités du Canada, et je crois qu'avant longtemps ils apporteront des bénéfices à la Marine marchande en même temps qu'au pays.

M. LADNER: L'honorable ministre me permettra-t-il de l'interrompre? Il peut développer les extrémités et étouffer le centre par les règlements douaniers à New-York.

L'hon. M. GRAHAM: Voici que mon honorable ami fait une diversion vers le département des Douanes. Ces navires n'ont pas besoin du département des Douanes. Mon honorable ami voudrait nous voir expédier des marchandises à New-York par des navires américains. Nous essayons d'établir, au moyen de notre Marine marchande, une route entièrement canadienne qui n'aura pas à passer par New-York.

M. CLARK: Je ne voudrais pas interrompre mon honorable ami, mais j'aimerais à lui rappeler que, l'an dernier, j'ai préconisé moi-même, avec quelques autres, précisément le service dont il parle en ce moment. Il fut promis par l'honorable ministre des Douanes (l'hon. M. Bureau), qui n'est malheureusement pas à son siège. Mais le ministre peut-il nous dire quand ce service par eau entre Vancouver et l'est du Canada a été établi? J'ai cru qu'il avait dit que ce service a été établi. Est-ce exact?

L'hon. M. GRAHAM: Certainement.

M. CLARK: Quand fut-il établi et en quoi consiste-t-il?

L'hon. M. GRAHAM: Je ne puis donner ces renseignements. Mais je sais que ces navires transportent toutes les marchandises qui se présentent et qu'on est prêt à augmenter le nombre des départs, selon que le besoin s'en fera sentir.

M. CLARK: Quand a-t-on inauguré ce service?

L'hon. M. GRAHAM: Il y a quelques mois.

M. CLARK: Les départs se font-ils régulièrement?

L'hon. M. GRAHAM: Chaque fois qu'il se présente une cargaison, un navire appareille.

M. CLARK: C'est-à-dire qu'il n'y a pas de départs réguliers?

L'hon. M. GRAHAM: Je ne saurais le dire. Mon honorable ami peut le dire si cela lui plaît. Nous tentons d'établir...

M. CLARK: Je veux que le ministre me comprenne bien; je lui demande simplement certains renseignements au sujet des navires dont il a parlé. Naturellement, s'il ne veut pas me les donner, n'en parlons plus.

L'hon. M. GRAHAM: Ce n'est pas ainsi qu'il faut présenter la question. Je pourrais la présenter de façon à causer une petite surprise à mon honorable ami, qui demeure à Burrard et ne connaît rien au sujet de l'appareillage des paquebots, mais je n'en ferai rien. Nous tentons de discuter cette question, sans nous quereller. J'ai dit que la Marine marchande canadienne a établi un service de paquebots entre l'est et l'ouest du Canada, par le canal de Panama, et qu'elle est prête à améliorer ce service selon que le besoin s'en fera sentir. Nous avons, en outre, des navires qui partent de Vancouver pour se rendre en Orient, en Australie. Qui dira que nous devrions envoyer ces navires dans l'Atlantique-Nord, même si on pouvait les employer dans le but de réduire le prix du transport sur cet océan?

M. LADNER: Ne rapportent-ils pas des bénéfices?

L'hon. M. GRAHAM: Un certain nombre en rapportent, à l'heure actuelle; mon honorable ami les déplacerait-il? Je me propose de démontrer que nous ne pouvons pas employer la Marine marchande dans le but de réduire les frets maritimes de l'Atlantique-Nord aussi facilement qu'aurait pu le faire le gouvernement précédent, qui acquit les navires avant qu'on eût fixé les routes commerciales. Nous ne pouvons le faire, à moins de déplacer les navires de routes dont certaines sont rémunératrices, dont certaines servent à promouvoir le commerce canadien et d'autres apportent des marchandises que transporte ensuite le National-Canadien. A moins que les députés venant des diverses parties du pays ne nous demandent de déplacer les navires qui desservent leur localité, il ne nous reste pas assez de grands navires, même s'ils pouvaient être employés avec succès dans l'Atlantique-Nord.

Je vais plus loin. Au sujet du marché Petersen, je tiens à déclarer clairement qu'on offre une telle somme d'argent à sir William Petersen pour qu'il rende certains services, sous la surveillance du Gouvernement. Ce n'est pas une subvention proprement dite à une compagnie de navigation, afin que celle-ci mette des navires sur une certaine route; c'est un montant versé annuellement à sir William Petersen, dans le but, surtout, de faire reconnaître le principe de la réglementation des frets maritimes par le Gouvernement. Cela n'en vaut-il pas la peine? C'est un essai, dites-vous; je dis la même chose. Vous revenez me dire qu'il n'existe pas de coalition; je réponds que je ne me préoccupe pas de savoir s'il existe une coalition. Le prix du transport est-il trop élevé? Que le Gouvernement obtienne, par ce marché, le pouvoir de le réglementer et nous verrons